

Au premier trimestre 2022, le PIB se replie légèrement (-0,2 %), le pouvoir d'achat du RDB des ménages par unité de consommation recule nettement (-1,9 %)

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS - RÉSULTATS DÉTAILLÉS -
PREMIER TRIMESTRE 2022

Informations Rapides · 31 mai 2022 · n° 137

Au premier trimestre 2022, le PIB se replie de 0,2 %

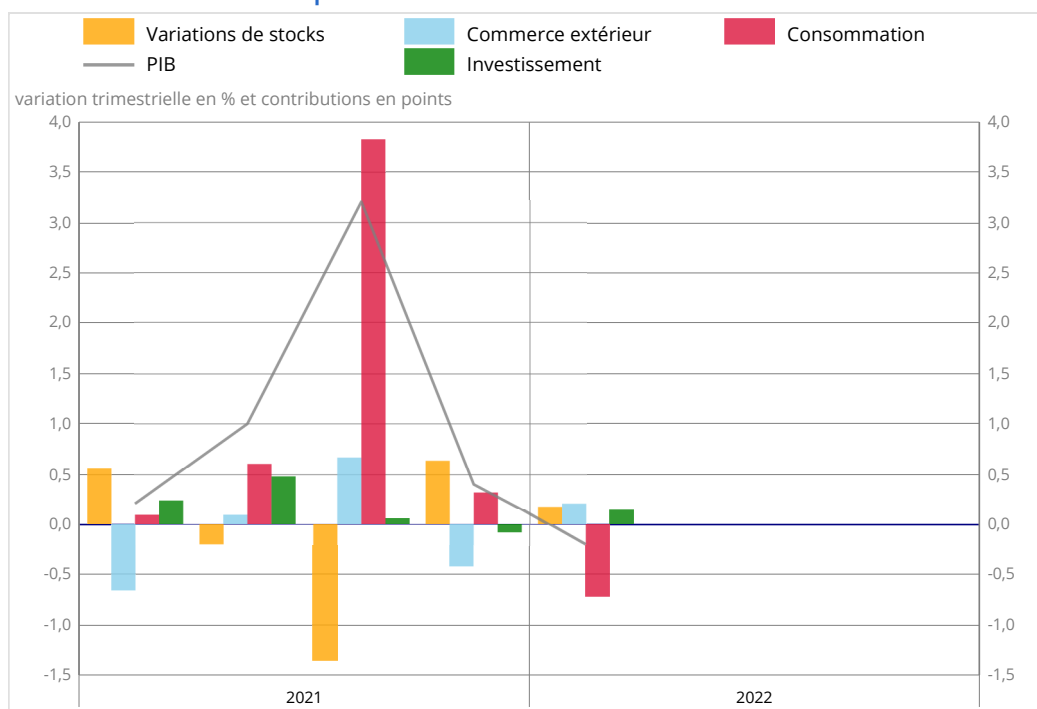
Au premier trimestre 2022, le repli du PIB en volume* (-0,2 % en variation trimestrielle, après +0,4 % au T4 2021) est lié à la faiblesse de la consommation des ménages (-1,5 % après +0,3 %), notamment en matériels de transport (-2,3 % après -0,9 %), en autres biens manufacturés (-2,1 % après -0,6 %) et dans l'hébergement-restauration (-3,9 % après -0,9 %). À l'inverse, la formation brute de capital fixe (FBCF) repart à la hausse (+0,6 % après -0,3 %), portée notamment par l'investissement en services informatiques et d'information-communication (+2,7 % après +2,4 %) et en biens d'équipement (machines-outils, matériel informatique, etc. : +4,8 % après -1,7 %). Au total, la demande intérieure finale hors stocks contribue négativement, à hauteur de -0,6 point, à l'évolution du PIB (après +0,2 point au trimestre précédent).

Les échanges extérieurs, bien qu'en ralentissement, continuent de progresser. La hausse est davantage marquée du côté des exportations (+1,2 % après +2,6 %) que des importations (+0,5 % après +3,9 %). Ainsi, la contribution du commerce extérieur à l'évolution du PIB est légèrement positive ce trimestre : +0,2 point, après -0,4 au trimestre précédent.

Enfin, la contribution des variations de stocks à l'évolution du PIB est de nouveau positive ce trimestre (+0,2 point après +0,6 point au quatrième trimestre 2021).

* Les volumes sont mesurés aux prix de l'année précédente chaînés et corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).

Le produit intérieur brut et ses composantes



Le PIB et ses composantes en volumes chaînés

variations en %, données CVS-CJO

	2021T2	2021T3	2021T4	2022T1	2021	2022 (Acquis)
PIB	1,0	3,2	0,4	-0,2	6,8	1,9
Importations	2,1	0,7	3,9	0,5	7,8	4,3
Dép. conso. ménages	1,2	5,8	0,3	-1,5	5,2	1,8
Dép. conso. APU*	-0,1	3,3	0,4	0,2	6,4	2,1
FBCF totale	2,0	0,3	-0,3	0,6	11,4	1,0
dont ENF**	2,0	0,5	-0,4	0,4	11,4	0,9
dont Ménages	3,4	1,4	-0,7	0,0	17,0	1,0
dont APU*	0,5	-1,8	-0,4	1,8	2,7	0,7
Exportations	2,6	3,2	2,6	1,2	8,6	5,4
Contributions :						
Demande intérieure finale hors stocks	1,1	3,9	0,2	-0,6	7,0	1,8
Variations de stocks	-0,2	-1,4	0,6	0,2	-0,3	-0,1
Commerce extérieur	0,1	0,7	-0,4	0,2	0,1	0,3

* APU : administrations publiques

** ENF : entreprises non financières

Les volumes sont mesurés aux prix de l'année précédente chaînés et corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).

Source : Insee

Production, consommation et FBCF : principales composantes

variations en %, données CVS-CJO

	2021T2	2021T3	2021T4	2022T1	2021	2022 (Acquis)
Production branche	1,3	2,8	0,6	0,2	7,2	2,4
Biens	0,1	-0,1	-0,2	0,3	5,7	0,1
Ind. manufacturière	-0,3	-0,2	-0,2	1,2	6,4	0,9
Construction	1,4	0,0	-0,3	0,9	12,8	1,0
Services marchands	2,3	4,8	1,2	0,2	7,3	4,0
Services non marchands	-0,3	1,9	0,1	0,1	6,7	1,1
Consommation des ménages	1,2	5,8	0,3	-1,5	5,2	1,8
Alimentaire	-2,7	0,5	0,4	-1,6	-0,8	-1,8
Énergie	1,8	2,0	0,6	-3,7	8,1	-1,9
Biens fabriqués	-4,7	5,8	-0,9	-1,9	6,9	-1,0
Services	4,9	9,5	1,3	-0,3	6,6	6,3
FBCF	2,0	0,3	-0,3	0,6	11,4	1,0
Produits manufacturés	2,2	-1,0	-2,1	-0,9	10,7	-2,4
Construction	1,2	-0,4	-0,1	0,9	14,2	1,0
Services marchands	2,7	1,7	0,4	1,1	8,9	2,9

Source : Insee

Le pouvoir d'achat des ménages recule nettement au premier trimestre 2022

Le revenu disponible brut (RDB) des ménages en euros courants se replie au premier trimestre 2022 (-0,5 % après +1,9 %). En particulier, les prestations sociales en espèces reculent nettement (-1,5 % après +2,7 %), par contrecoup mécanique du versement fin 2021 de l'« indemnité inflation ». Ce recul est en partie atténué par la revalorisation en janvier des pensions de base, et par la forte hausse du recours aux arrêts maladie consécutifs à la vague Omicron. Par ailleurs, les prélèvements fiscaux se redressent vivement (+3,6 % après -0,5 %) : la taxe d'habitation rebondit mécaniquement après sa baisse au trimestre précédent tandis que les impôts sur le revenu acquittés par les ménages accélèrent nettement. La masse salariale reçue par les ménages reste dynamique mais ralentit un peu (+1,0 % après +1,3 %) : l'emploi salarié continue de progresser (+0,3 % après +0,4 %) tandis que le salaire moyen par tête ralentit légèrement (+0,7 % après +0,9 %) sous l'effet notamment de la hausse des arrêts maladie.

Dans le même temps, les prix de la consommation des ménages accélèrent (+1,3 % après +0,8 %). Ainsi le pouvoir d'achat du RDB des ménages baisse nettement ce trimestre (-1,8 % après +1,1 %). Mesuré par unité de consommation pour être ramené à un niveau individuel, il baisse de 1,9 % (après +0,9 %).

En raison de la baisse du RDB, plus marquée que celle de la consommation des ménages, le taux d'épargne des ménages diminue un peu : il s'établit à 16,7 %, après 17,0 % au quatrième trimestre 2021. Il reste néanmoins au-dessus de son niveau moyen de 2019 (15,0 %).

Revenu disponible brut et ratios des comptes des ménages

variations T/T-1, en %, données CVS-CJO

	2021T2	2021T3	2021T4	2022T1	2021	2022 (Acquis)
RDB	0,6	1,4	1,9	-0,5	4,0	1,7
RDB (pouvoir d'achat)	0,4	0,6	1,1	-1,8	2,3	-0,6
RDB par uc* (pouvoir d'achat)	0,3	0,5	0,9	-1,9	1,8	-1,1
RDB ajusté (pouvoir d'achat)	0,3	1,9	1,1	-1,3	3,7	0,5
Taux d'épargne (niveau)	20,4	16,3	17,0	16,7	18,7	16,7
Taux d'épargne financière (niveau)	9,4	5,1	5,9	5,4	7,7	5,4

* uc : unité de consommation

Source : Insee

Les heures travaillées reculent ce trimestre

Le nombre total d'heures travaillées diminue de 0,3 % au premier trimestre (après +0,8 %). L'emploi total continue de progresser, mais les heures travaillées reculent sous l'effet de la très forte augmentation du recours aux arrêts maladie en lien avec la vague épidémique de Covid-19. Le recours au dispositif d'activité partielle est quant à lui en léger recul ce trimestre.

Le taux de marge des sociétés non financières se replie de nouveau

Au premier trimestre 2022, le taux de marge des sociétés non financières (SNF) se replie de nouveau : il s'établit à 31,6 %, après 32,0 % au quatrième trimestre 2021. Cette baisse résulte principalement de la hausse des cotisations et des impôts sur la production acquittés par les entreprises, alors que les effets de la baisse de la productivité (l'emploi continue de progresser alors que la valeur ajoutée des SNF se replie) et de la baisse des salaires réels se compensent en grande partie.

Ratios des comptes des sociétés non financières

niveau en %, données CVS-CJO

	2021T2	2021T3	2021T4	2022T1	2021
Taux de marge	35,9	32,7	32,0	31,6	34,2
Taux d'investissement	25,9	25,3	25,3	25,3	25,6
Taux d'épargne	28,7	26,1	24,7	24,1	26,8
Taux d'autofinancement	110,8	103,1	97,5	95,3	105,0

Source : Insee

Le besoin de financement des administrations publiques diminue de nouveau

Au premier trimestre 2022, le besoin de financement des administrations publiques (APU) diminue de 0,5 point. Il s'établit à 3,8 % du PIB, après 4,3 % au quatrième trimestre 2021. Le déficit se réduit pour le troisième trimestre consécutif, mais reste supérieur à son niveau d'avant la crise sanitaire (3,1 % en 2019 et 2,3 % en 2018). Le dynamisme des recettes se maintient (+1,1 % après +1,7 %), porté par les recettes fiscales et les cotisations sociales. Les dépenses sont quant à elles quasi stables (+0,1 % après +1,3 %) : si les transferts sociaux reculent avec le contrecoup du versement de l'indemnité inflation, les subventions versées sont en nette hausse avec la mise en œuvre du bouclier tarifaire sur le gaz et l'électricité.

Dépenses, recettes et besoin de financement des administrations publiques

niveaux, données CVS-CJO

	2021T2	2021T3	2021T4	2022T1	2021
<i>En milliards d'euros</i>					
Dépenses totales	374,3	362,3	366,9	367,4	1475,2
Recettes totales	322,9	333,6	339,4	343,0	1314,7
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-51,4	-28,7	-27,5	-24,3	-160,5
<i>En % de PIB</i>					
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-8,3	-4,5	-4,3	-3,8	-6,4

Source : Insee

Révisions

L'évolution du PIB au 1er trimestre 2022 est revue de -0,2 point (-0,2 % au lieu de 0,0 %) par rapport à la première estimation. La croissance annuelle pour 2021 a également été révisée de -0,2 point (+6,8 % au lieu de +7,0 %) ainsi que son profil trimestriel : révisions de +0,1 point au T1 2021, -0,5 point au T2, +0,2 au T3 et -0,3 au T4. Ce nouveau profil, combiné à la révision de -0,2 point au premier trimestre 2022, engendre une révision marquée de l'acquis de croissance pour 2022 : celui-ci s'élève désormais à l'issue du premier trimestre à 1,9 %, contre 2,4 % lors de l'estimation précédente.

Ces révisions, plus importantes qu'à l'accoutumée, résultent de divers facteurs. D'abord, cette publication, comme chaque année au mois de mai, intègre la révision générale des méthodes et des modèles d'estimation des comptes trimestriels : recalage sur les comptes annuels des années 2020 et 2021, réestimation des modèles de correction des variations saisonnières et des jours ouvrés (CVS-CJO), et des modèles d'étalonnage-calage.

À ces facteurs habituels de révision s'ajoutent des améliorations méthodologiques, mises en œuvre à l'occasion de la bascule sur une nouvelle application informatique. La méthodologie de correction CVS-CJO a été alignée sur les recommandations d'Eurostat (JDemetra), et les traitements spécifiques des étalonnages-calages mis en œuvre en 2020 et en 2021 à la suite des variations exceptionnelles de l'activité ont été améliorés et pérennisés.

La révision de l'acquis de croissance 2022 tient notamment au partage volume-prix du transport maritime, dont la forte évolution de la production en valeur au cours de l'année 2021 tient davantage d'un effet prix et moins d'un effet volume que précédemment estimé.

Pour en savoir plus

Prochaine publication : le 29 juillet 2022, à 7h30.

Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr

Suivez-nous aussi sur Twitter @InseeFr : twitter.com/InseeFr



Institut national de la statistique et des études économiques

88 avenue Verdier, 92541 Montrouge Cedex

Directeur de la publication : Jean-Luc Tavernier

ISSN 0151-1475